

Retenons toutes les leçons du New Deal

N'oublions pas la réduction des inégalités

Comme la crise de 1929, la crise actuelle a deux faces. La face émergée, c'est évidemment la crise financière. Des exigences de rentabilité incompatibles avec l'économie réelle, entretenues par la multiplication d'innovations financières, se sont effondrées comme des châteaux de cartes, lorsque les anticipations des marchés se sont retournées.

Mais il y a aussi l'autre face : la pression constante sur les salaires résultant de ces exigences de rentabilité a profondément creusé les inégalités entre les revenus salariaux et les revenus du capital. L'économie américaine a continué à croître dans les années 2000, alors même que le salaire médian stagnait, grâce à une demande alimentée par l'endettement des ménages les plus modestes. Cette situation s'est retrouvée de façon moins marquée dans tous les pays européens, y compris en France. Comme à la veille de la crise de 1929, la mondialisation libérale a conduit à une formidable accumulation de la richesse au sein d'une petite minorité de la population.

Si, contrairement à la crise de 1929, les gouvernements ont su éteindre transitoirement l'incendie financier et éviter des faillites bancaires par une injection massive de fonds publics, ils n'ont pas pris la dimension des changements profonds qu'il faudrait introduire dans la régulation mondiale pour répondre réellement à ce qui est la première grande crise de la mondialisation libérale.

Après la crise de 1929, Roosevelt prit des mesures radicales, séparant en 1933 les banques d'affaires des banques de dépôt et introduisant une régulation stricte de ces dernières, avec une conviction forte : les banques qui détiennent des dépôts exercent en quelque sorte une mission de service public. Elles ne doivent pas faire courir de risques au système

des paiements en spéculant sur les marchés financiers. Elles doivent donc être soumises à une régulation stricte et, en contrepartie, l'Etat garantit qu'elles ne tomberont pas en faillite.

Pierre-Alain Muet

*Député PS du Rhône,
ancien président délégué
du Conseil d'analyse économique*

Avec le New Deal, il a jeté les bases de l'Etat-providence moderne dans un pays où cette culture de la protection sociale était totalement étrangère. C'est cette généralisation à l'Europe des politiques publiques, conjuguée au développement de l'Etat-providence et à une économie financière fortement régulée qui a contribué à la longue période de prospérité de l'après-guerre, lorsque prévalait le système de Bretton Woods.

« La mondialisation libérale a conduit à une accumulation de la richesse au sein d'une petite minorité de la population »

Mais il est un autre domaine où Roosevelt bouleversa profondément et durablement les règles : les inégalités. A la veille de son arrivée à la Maison Blanche, le taux marginal de l'impôt sur les revenus les plus élevés n'était que de 25 %. Il le fera passer à 63 %, et il atteindra 91 % en 1941. Pendant un demi-siècle, les Etats-Unis vivront avec un taux marginal d'imposition sur les très hauts revenus proches de 80 %. Cette fiscalité dissuasive sur les très hauts revenus conduira à une forte réduction des inégalités avant impôts (et a fortiori après) ; situation que l'on

retrouvera dans presque tous les pays industrialisés dans l'après-guerre.

La dérive des hautes rémunérations n'a pas de justification économique. Elle contribue au contraire à la perte de confiance dans le système économique. Qui peut croire que le travail d'un salarié dont la rémunération moyenne est de 1,6 smic, d'un cadre moyen ou d'un patron de PME, dont la rémunération moyenne est de 3 smic, a 100 ou 200 fois moins de valeur que le travail d'un patron du CAC 40 qui, en cumulant stock-options et bonus, touche plus de 300 smic par an ! Dans la période des "trente glorieuses", où les chefs des grandes entreprises et des banques se préoccupaient d'abord de leur métier de patron, les écarts de rémunération étaient dix fois plus faibles et l'économie s'en portait bien !

Dans ces trois domaines, régulation, action publique, inégalités, l'efficacité économique est très éloignée du credo libéral qui a conduit l'économie mondiale dans le mur. On comprend mieux les difficultés que rencontre Nicolas Sarkozy pour répondre efficacement à la crise. Les valeurs sur lesquelles il a fait campagne et dont témoigne le paquet fiscal de l'été 2007, dernier avatar de "l'économie du ruissellement", sont aux antipodes des politiques qu'il faudrait conduire aujourd'hui. Contraint par l'ampleur de la crise à imiter des politiques qu'il bannissait de son vocabulaire, il est aussi mal armé pour mettre en oeuvre une vraie politique de relance que pour contribuer aux nécessaires réformes de l'économie mondiale.

L'Amérique a tourné la page de George Bush et ouvre une autre époque avec les premières mesures de Barack Obama. Empêtrée dans une idéologie dépassée, la France de Nicolas Sarkozy risque d'être longtemps hors jeu.